

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1951 No. 123

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

*Verdrag nopens de waarde van goederen in douanezaken,
met bijlagen; Brussel, 15 December 1950*

B. TEKST**Convention sur la Valeur en Douane des Marchandises**

Les Gouvernements signataires de la présente Convention,
Désireux de faciliter le commerce international,

Désireux de simplifier les négociations internationales relatives
aux tarifs douaniers et la comparaison des statistiques du commerce
extérieur dans la mesure où cette comparaison est plus exacte
lorsqu'elle repose sur une évaluation uniforme des marchandises,

Convaincus qu'une définition aussi uniforme que possible de la
valeur en douane constituera une étape importante pour atteindre
ces buts,

Considérant les travaux déjà accomplis dans ce domaine, à Bruxelles,
par le Groupe d'Études pour l'Union Douanière Européenne, et

Estimant que le meilleur moyen d'obtenir des résultats à cet égard
est de conclure une Convention internationale,

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Aux fins de la présente Convention:

(a) on entend par „Convention portant création du Conseil” la
Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière
qui sera ouverte à la signature à Bruxelles, le 15 décembre 1950;

(b) on entend par „Conseil” le Conseil de Coopération Douanière
visé au paragraphe (a) ci-dessus;

(c) on entend par „Secrétaire général” le Secrétaire général du
Conseil.

Article II

Compte tenu des dispositions de l'article IV, les Parties Contractantes
inséreront dans leur législation nationale et appliqueront dès
l'entrée en vigueur de la présente Convention, en ce qui les concerne,
la Définition de la Valeur (désignée ci-après sous le nom de „Définition”) telle qu'elle figure à l'Annexe I à la présente Convention.

Article III

Pour l'application de la Définition, les Parties Contractantes se
conformeront aux dispositions des Notes interprétatives (désignées
ci-après sous le nom de „Notes”) contenues dans l'Annexe II à la
présente Convention.

Article IV

Toute Partie Contractante pourra adapter le texte de la Définition

(a) en y insérant telles dispositions des Notes qu'elle jugera
nécessaires,

Convention of the Valuation of Goods for Customs Purposes

The Governments signatory to the present Convention,

Desiring to facilitate international trade,

Desiring to simplify international customs tariff negotiations and the comparison of foreign trade statistics inasmuch as such comparisons are more exact if based upon a uniform valuation of goods,

Being convinced that the maximum uniformity in defining the value of goods for customs purposes will constitute an important step towards the attainment of these objects,

Having taken into consideration the work already accomplished in Brussels in this sphere by the European Customs Union Study Group, and

Considering that the best way of achieving results in this respect is to conclude an international Convention,

Have agreed as follows:

Article I

For the purpose of the present Convention,

(a) "the Convention establishing the Council" means the Convention establishing the Customs Co-operation Council opened for signature in Brussels on the 15th December, 1950;

(b) "the Council" means the Customs Co-operation Council referred to in paragraph (a) of this Article;

(c) "the Secretary General" means the Secretary General of the Council.

Article II

Subject to the provisions of Article IV, each Contracting Party shall introduce into its domestic law and apply, as from the date on which the present Convention comes into force in respect of it, the Definition of Value (hereinafter referred to as the "Definition") set out in Annex I of the Convention.

Article III

Each Contracting Party shall, in applying the Definition, conform to the provisions of the Interpretative Notes (hereinafter referred to as the "Notes") set out in Annex II to the present Convention.

Article IV

Each Contracting Party may adapt the text of the Definition

(a) by inserting therein such provisions of the Notes as it may consider necessary,

(b) en donnant à ce texte la forme juridique indispensable pour qu'il puisse prendre effet au regard de sa législation nationale, par l'addition, le cas échéant, de dispositions explicatives complémentaires précisant la portée de la Définition.

Article V

(a) Le Conseil est chargé de veiller à la bonne exécution de la présente Convention afin d'en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

(b) A cette fin, le Conseil instituera un Comité dénommé „Comité de la Valeur” auquel tout Membre du Conseil à l'égard duquel s'applique la présente Convention aura le droit d'être représenté.

Article VI

Le Comité de la Valeur exercera sous l'autorité du Conseil et selon ses directives les fonctions suivantes:

(a) il réunira et diffusera parmi les Parties Contractantes toutes informations relatives aux méthodes d'évaluation des marchandises appliquées par celles-ci;

(b) il procédera à l'étude des lois nationales, réglementations et pratiques des Parties Contractantes relatives à la Définition et aux Notes et fera, en conséquence, des recommandations au Conseil ou aux Parties Contractantes afin d'assurer l'interprétation et l'application uniformes de la Définition et des Notes ainsi que l'adoption de règlements et pratiques types;

(c) il rédigera des Notes Explicatives pour l'application de la Définition;

(d) il fournira aux Parties Contractantes, d'office ou à leur demande, des renseignements ou des conseils sur toutes questions concernant la valeur en douane des marchandises;

(e) il proposera au Conseil les projets d'amendements à la présente Convention qu'il estimera nécessaires;

(f) il exercera, en ce qui concerne la valeur en douane des marchandises, tous autres pouvoirs ou fonctions que le Conseil pourra lui déléguer.

Article VII

(a) Le Comité de la Valeur se réunira au moins trois fois par an.

(b) Il élira son Président ainsi qu'un ou plusieurs Vice-Présidents.

(c) Il établira son règlement intérieur par décision prise à la majorité des deux tiers de ses Membres. Ce règlement sera soumis à l'approbation du Conseil.

(b) by giving the text such legal form as may be essential to render it operative in its domestic law, if necessary by adding complementary provisions clarifying the purport of the Definition.

Article V

(a) The Council shall supervise the operation of the present Convention with a view to securing uniformity in its interpretation and application.

(b) To this end, the Council shall establish a Valuation Committee on which each Member of the Council to which the present Convention applies shall have the right to be represented.

Article VI

The Valuation Committee shall have the following functions which shall be exercised under the authority of the Council and in accordance with any directions which the Council may give:

(a) to collate and circulate to the Contracting Parties information concerning the valuation of goods by the Contracting Parties for customs purposes;

(b) to study the domestic laws, procedures and practices of the Contracting Parties in relation to the Definition and Notes, and, accordingly, to make recommendations to the Council or the Contracting Parties to secure uniformity in the interpretation and application of the Definition and Notes and the adoption of standard procedures and practices;

(c) to prepare explanatory notes as a guide to the application of the Definition;

(d) on its own initiative or on request, to furnish to Contracting Parties information or advice on any matters concerning the valuation of goods for customs purposes;

(e) to submit to the Council proposals for any amendment of the present Convention which it may consider desirable;

(f) to exercise such other powers and functions of the Council in relation to the valuation of goods for customs purposes as the Council may delegate to it.

Article VII

(a) The Valuation Committee shall meet at least three times a year.

(b) It shall elect its own Chairman and one or more Vice-Chairmen.

(c) It shall draw up its own Rules of Procedure by decision taken by not less than two-thirds of its members. The Rules of Procedure so drawn up shall be subject to the approval of the Council.

Article VIII

Les Annexes à la présente Convention font partie intégrante de celle-ci et toute référence à cette Convention s'applique également à ces Annexes.

Article IX

Les Parties Contractantes acceptent les dispositions du Protocole joint à la présente Convention et relatif aux méthodes spéciales de taxation des produits qui figurent au Chapitre 30 et sous la Position 33.06 de la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs douaniers, ouverte à la signature à Bruxelles à la même date que la présente Convention.

Article X

(a) Toutes les dispositions d'autres accords internationaux sont abrogées entre les Parties Contractantes dans la mesure où elles sont contraires à la présente Convention.

(b) La présente Convention ne déroge pas aux obligations que toute Partie Contractante aurait pu assumer envers un Gouvernement tiers en vertu d'autres accords internationaux avant l'entrée en vigueur, en ce qui la concerne, de la présente Convention. Cependant, les Parties Contractantes prendront, dès que les circonstances le permettront, et en tout cas lors du renouvellement des accords, toutes mesures destinées à les mettre en conformité avec les dispositions de la présente Convention.

Article XI

(a) Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera réglé, autant que possible, par voie de négociations directes entre les dites Parties.

(b) Tout différend qui ne sera réglé par voie de négociations directes sera porté par les parties au différend devant le Comité de la Valeur qui l'examinera et fera des recommandations en vue de son règlement.

(c) Si le Comité de la Valeur ne peut régler le différend, il le portera devant le Conseil qui fera des recommandations conformément à l'Article III (e) de la Convention portant création du Conseil.

(d) Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité ou du Conseil.

Article XII

La présente Convention sera ouverte, jusqu'au 31 mars 1951, à la signature de tout Gouvernement qui aura signé la Convention portant création du Conseil.

Article VIII

The Annexes to the present Convention shall form an integral part thereof and any reference to the Convention shall be deemed to include a reference to the Annexes.

Article IX

The Contracting Parties accept the provisions of the Protocol attached to the present Convention concerning special methods of taxing goods falling within Chapter 30 and Heading 33.06 of the Nomenclature annexed to the Convention on Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs opened for signature in Brussels on the same date as the present Convention.

Article X

(a) The present Convention shall abrogate as between the Contracting Parties all obligations under other international agreements in so far as they are inconsistent with the present Convention.

(b) The present Convention shall not derogate from the obligations, under any other international agreement, incurred by any Contracting Party before the coming into force of the present Convention in respect of it towards any Government not a party to the present Convention. However, the Contracting Parties shall, as soon as circumstances permit and in any case on the renewal of such prior agreements, arrange to make any necessary amendments thereto in order to bring them into conformity with the provisions of the present Convention.

Article XI

(a) Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

(b) Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Valuation Committee which shall thereupon consider the dispute, and make recommendations for its settlement.

(c) If the Valuation Committee is unable to settle the dispute, it shall refer the matter to the Council which shall make recommendations in conformity with Article III (e) of the Convention establishing the Council.

(d) The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Committee or Council as binding.

Article XII

The present Convention shall be open for signature until 31st March, 1951, by any Government which has signed the Convention establishing the Council.

Article XIII

(a) La présente Convention sera ratifiée.

(b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Secrétaire général. Toutefois, aucun Gouvernement ne pourra déposer l'instrument de ratification de la présente Convention sans avoir au préalable déposé l'instrument de ratification de la Convention portant création du Conseil.

Article XIV

(a) Trois mois après la date du dépôt, auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, des instruments de ratification de sept Gouvernements, la présente Convention entrera en vigueur à l'égard de ces Gouvernements.

(b) Pour tout Gouvernement signataire déposant son instrument de ratification après cette date, la Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de cet instrument de ratification auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique.

Article XV

(a) Le Gouvernement de tout État non signataire de la présente Convention qui aura ratifié la Convention portant création du Conseil ou y aura adhéré, pourra adhérer à la présente Convention à partir du 1er avril 1951.

(b) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Secrétaire général.

(c) La présente Convention entrera en vigueur à l'égard de tout Gouvernement, adhérent trois mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article XIV (a).

Article XVI

(a) La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, mais toute Partie Contractante pourra la dénoncer à tout moment, cinq ans après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article XIV (a).

La dénonciation deviendra effective à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de réception de la notification de dénonciation par le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique; celui-ci avisera de cette réception tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général.

(b) Toute Partie Contractante ayant dénoncé la Convention portant création du Conseil cessera d'être partie à la présente Convention.

Article XIII

- (a) The present Convention shall be subject to ratification.
- (b) Instruments of ratification shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of each such deposit. However, no Government may deposit its instrument of ratification of the present Convention until it has deposited its instrument of ratification of the Convention establishing the Council.

Article XIV

- (a) Three months after the date on which the Belgian Ministry of Foreign Affairs has received the instruments of ratification of seven Governments, the present Convention shall come into force in respect of those Governments.
- (b) For each signatory Government ratifying after that date, the Convention shall come into force three months after the date of the deposit of its instrument of ratification with the Belgian Ministry of Foreign Affairs.

Article XV

- (a) The Government of any State which is not a signatory to the present Convention, but which has ratified or acceded to the Convention establishing the Council, may accede to the present Convention as from 1st April, 1951.
- (b) Instruments of accession shall be deposited with the Belgian Ministry of Foreign Affairs, which shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of each such deposit.
- (c) The present Convention shall come into force for any acceding Government three months after the date of the deposit of its instrument of accession but not before it comes into force in accordance with paragraph (a) of Article XIV.

Article XVI

- (a) The present Convention is of unlimited duration, but at any time after the expiry of five years from its entry into force under paragraph (a) of Article XIV, any Contracting Party may withdraw therefrom. Withdrawal shall take effect one year after the date of receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of a notification of withdrawal. The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify each withdrawal to all signatory and acceding Governments and to the Secretary General.
- (b) Any Contracting Party which ceases to be a party to the Convention establishing the Council shall thereupon cease to be a party to the present Convention.

Article XVII

(a) Tout Gouvernement peut déclarer, soit au moment de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, par notification au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, que la présente Convention s'étend aux territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité; la Convention sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de ce Gouvernement.

(b) Tout Gouvernement ayant, en vertu du paragraphe (a) ci-dessus, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut adresser au nom de ce territoire, une notification de dénonciation au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, conformément aux dispositions de l'Article XVI.

(c) Le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique informera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général de toute notification reçue par lui au titre du présent Article.

Article XVIII

(a) Le Conseil peut recommander aux Parties Contractantes des amendements à la présente Convention.

(b) Toute Partie Contractante acceptant un amendement notifiera par écrit son acceptation au Ministère des Affaires Étrangères de Belgique qui avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général de la réception de la notification d'acceptation.

(c) Un amendement entrera en vigueur trois mois après que les notifications d'acceptation de toutes les Parties Contractantes auront été reçues par le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique.

Lorsqu'un amendement aura été ainsi accepté par toutes les Parties Contractantes, le Ministère des Affaires Étrangères de Belgique en avisera tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi que le Secrétaire général en leur faisant connaître la date de son entrée en vigueur.

(d) Après l'entrée en vigueur d'un amendement, aucun Gouvernement ne pourra ratifier la présente Convention ou y adhérer sans accepter également cet amendement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent cinquante (15 décembre 1950) en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original qui sera déposé

Article XVII

(a) Any Government may at the time of its ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs that the present Convention shall extend to any of the territories for whose international relations it is responsible, and the Convention shall extend to the territories named in the notification three months after the date of the receipt thereof by the Belgian Ministry of Foreign Affairs but not before the Convention has come into force for the Government concerned.

(b) Any Government which has made a declaration under paragraph (a) above extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible, may by notification given to the Belgian Ministry of Foreign Affairs withdraw in respect of that territory in accordance with the provisions of Article XVI.

(c) The Belgian Ministry of Foreign Affairs shall inform all signatory and acceding Governments and the Secretary General of any notification received by it under this Article.

Article XVIII

(a) The Council may recommend amendments to the present Convention to the Contracting Parties.

(b) Any Contracting Party accepting an amendment shall notify the Belgian Ministry of Foreign Affairs in writing of its acceptance and the Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of the receipt of the notice of acceptance.

(c) An amendment shall come into force three months after receipt by the Belgian Ministry of Foreign Affairs of notice of acceptance by all the Contracting Parties. When any amendment has been accepted by all the Contracting Parties the Belgian Ministry of Foreign Affairs shall notify all signatory and acceding Governments and the Secretary General of such acceptance and of the date on which the amendment will come into force.

(d) After an amendment has come into force, no Government may ratify or accede to the present Convention unless it also accepts the amendment.

In witness whereof the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Convention.

Done at Brussels on the fifteenth day of December, nineteen hundred and fifty (December 15th, 1950) in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original,

dans les archives du Gouvernement belge qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Allemagne:
For Germany:

v. MALTZAN

Pour l'Autriche:
For Austria:

Pour la Belgique:
For Belgium:

PAUL VAN ZEELAND

Pour le Danemark:
For Denmark:

Sous réserve de ratification

BENT FALKENSTJERNE

Pour la France:
For France:

J. DE HAUTECLOCQUE

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
For Great Britain and Northern Ireland:

J. H. LE ROUGETEL

Pour la Grèce:
For Greece:

D. CAPSALIS

Pour l'Irlande:
For Ireland:

ANNEXE I

Définition de la Valeur en Douane

Article I

(1) Pour l'application des droits de douane *ad valorem*, la valeur des marchandises importées pour la mise à la consommation est le

which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium which shall transmit certified copies thereof to each signatory and acceding Government.

Pour l'Islande:

For Iceland:

PÉTUR BENEDIKTSSON

Pour l'Italie:

For Italy:

PASQUALE DIANA

Pour le Luxembourg:

For Luxembourg:

ROBERT ALS

Pour la Norvège:

For Norway:

JOHAN GEORG RAEDER

Pour les Pays-Bas:

For the Netherlands:

G. BEELAERTS VAN BLOKLAND

Pour le Portugal:

For Portugal:

EDUARDO VIEIRA LEITAO

Pour la Suède:

For Sweden:

G. DE REUTERSKIOLD

Pour la Suisse:

For Switzerland:

Pour la Turquie:

For Turkey:

ANNEX I

Definition of Value

Article I

(1) For the purposes of levying duties of customs, the value of any goods imported for home consumption shall be taken to be the

prix normal, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises, au moment où les droits de douane deviennent exigibles, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants.

(2) Le prix normal des marchandises importées sera déterminé sur les bases suivantes:

(a) les marchandises sont réputées être livrées à l'acheteur au port ou lieu d'introduction dans le territoire du pays d'importation;

(b) le vendeur est réputé supporter et avoir compris dans le prix tous les frais se rapportant à la vente et à la livraison des marchandises au port ou lieu d'introduction;

(c) par contre, l'acheteur est réputé supporter dans le pays d'importation les droits et taxes exigibles qui, dès lors, sont exclus du prix.

Article II

(1) Une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendants est une vente dans laquelle:

(a) le paiement du prix de la marchandise constitue la seule prestation effective de l'acheteur;

(b) le prix convenu n'est pas influencé par des relations commerciales, financières ou autres, contractuelles ou non, qui pourraient exister en dehors de celles créées par la vente elle-même entre, d'une part, le vendeur ou une personne physique ou morale associée en affaires au vendeur et, d'autre part, l'acheteur ou une personne physique ou morale associée en affaires à l'acheteur;

(c) aucune partie du produit provenant de la vente, de la cession ultérieure ou de l'utilisation de la marchandise ne reviendra directement ou indirectement au vendeur ou à toute autre personne physique ou morale associée au vendeur.

(2) Deux personnes sont considérées comme associées en affaires si l'une d'elles possède un intérêt quelconque dans le commerce de l'autre, ou si elles possèdent toutes les deux un intérêt commun dans un commerce quelconque ou si une tierce personne possède un intérêt dans le commerce de chacune d'elles, que ces intérêts soient directs ou indirects.

Article III

Lorsque les marchandises à évaluer

(a) sont fabriquées selon un procédé breveté ou font l'objet d'un dessin ou d'un modèle déposés,

(b) ou sont revêtues d'une marque de fabrique ou de commerce étrangère ou sont importées pour être vendues sous une telle marque, la détermination du prix normal se fera en considérant que ce prix normal comprend la valeur du droit d'utilisation du brevet, du dessin ou du modèle déposés, ou de la marque de fabrique ou de commerce relatifs aux dites marchandises.

normal price, that is to say, the price which they would fetch at the time when the duty becomes payable on a sale in the open market between buyer and seller independent of each other.

(2) The normal price of any imported goods shall be determined on the following assumptions:

(a) that the goods are treated as having been delivered to the buyer at the port or place of introduction into the country of importation; and

(b) that the seller will bear all costs, charges and expenses incidental to the sale and to the delivery of the goods at that port or place; but

(c) that the buyer will bear any duties or taxes applicable in the country of importation.

Article II

(1) A sale in the open market between buyer and seller independent of each other pre-supposes:

(a) that the price is the sole consideration; and

(b) that the price made is not influenced by any commercial, financial or other relationship, whether by contract or otherwise, between the seller or any person associated in business with him and the buyer or any person associated in business with him (other than the relationship created by the sale of the goods in question); and

(c) that no part of the proceeds of the subsequent re-sale, use or disposal of the goods will accrue either directly or indirectly to the seller or any person associated in business with him.

(2) Two persons shall be deemed to be associated in business with one another if, whether directly or indirectly, either of them has any interest in the business or property of the other or both have a common interest in any business or property or some third person has an interest in the business or property of both of them.

Article III

When the goods to be valued

(a) are manufactured in accordance with any patented invention or are goods to which any registered design has been applied; or

(b) are imported under a foreign trade mark or are imported for sale under a foreign trade mark, the normal price shall be determined on the assumption that the value of the right to use the patent, design or trade mark in respect of the goods is covered by the price.

ANNEXE II

Notes interprétatives de la Définition de la Valeur en Douane

Addendum à l'Article I

Note 1.

Le moment visé à l'Article I, paragraphe (1), pourra être, selon la législation de chaque pays, la date du dépôt régulier ou de l'enregistrement de la déclaration en douane, la date de paiement des droits de douane ou la date d'enlèvement des marchandises.

Note 2.

Les frais visés à l'Article I, paragraphe (2), alinéa (b), comprennent notamment:

- les frais de transport,
- les frais d'assurance,
- les commissions,
- les courtages,

les frais d'établissement, en dehors du pays d'importation, des documents nécessaires à l'introduction des marchandises dans le pays d'importation, y compris les droits de chancellerie,

les droits et taxes exigibles en dehors du pays d'importation, à l'exclusion de ceux dont la marchandise aurait été exonérée ou dont le montant aurait été remboursé ou devrait être remboursé,

le coût des emballages, à l'exclusion de ceux qui suivent leur régime douanier propre ainsi que les frais d'emballage (main-d'œuvre, matériel ou autres frais),

- les frais de chargement.

Note 3.

Dans la mesure où le prix normal dépend de la quantité sur laquelle porte la vente, ce prix sera déterminé en supposant que la vente porte sur la quantité des marchandises à évaluer.

Note 4.

Lorsque les éléments retenus pour la détermination de la valeur ou du prix payé ou à payer sont exprimés dans une monnaie autre que celle du pays d'importation, le taux de change à retenir pour la conversion est le taux de change officiel en vigueur dans ce pays d'importation.

Note 5.

L'objet de la Définition de la Valeur est de permettre, dans tous les cas, le calcul des droits de douane sur un prix auquel un acheteur pourrait se procurer la marchandise importée, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence, au port ou lieu d'introduction dans le territoire du pays d'importation. Cette con-

ANNEX II

Interpretative notes to the definition of Value

Addendum to Article I

Note 1.

"The time when the duty becomes payable" referred to in paragraph (1) of Article I may, in accordance with the legislation of each country, be either the time at which the entry is presented or registered, the time of payment of customs duty or the time of clearance.

Note 2.

The "costs, charges and expenses" mentioned in Article I, paragraph (2) (b) include, *inter alia*, any of the following:

- carriage and freight;
- insurance;
- commission;
- brokerage;

costs, charges and expenses of drawing up outside the country of importation documents incidental to the introduction of the goods into the country of importation, including consular fees;

the net amount (after allowing for repayments made or to be made) of duties and taxes applicable outside the country of importation;

cost of containers excluding those which are treated as separate articles for the purpose of levying duties of customs; cost of packing (whether for labour, materials or otherwise);

loading charges.

Note 3.

Where the normal price would depend upon the quantity in the sale, it shall be determined on the assumption that the sale is a sale of the quantity to be valued.

Note 4.

Where the determination of the value or of the price paid or payable depends upon factors which are expressed in a currency other than that of the country of importation, the foreign currency shall be converted into the currency of the importing country at the official rate of exchange of that country.

Note 5.

The object of the definition of value is to make it possible in all cases to calculate the duties payable on the basis of the price at which imported goods are freely available to any buyer in the open market at the port or place of introduction into the country of importation. It is a concept for general use and is applicable whether

ception est d'une portée générale; elle est applicable, que la marchandise importée ait ou n'ait pas fait l'objet d'un contrat de vente et quelles que soient les conditions de ce contrat.

Mais l'application de cette définition implique une enquête sur les prix en vigueur au moment de l'évaluation. Aussi, dans la pratique, lorsque les marchandises importées font l'objet d'une vente *bona fide*, le prix payé ou à payer en vertu de cette vente pourra être considéré en général comme une indication valable du prix normal visé dans la Définition. Dans cette hypothèse, le prix payé ou à payer pourra sans inconvénient être retenu comme base de l'évaluation et il est recommandé à la Douane d'admettre ce prix comme valeur de la marchandise considérée sous réserve:

(a) des précautions à prendre en vue d'éviter les tentatives de fraude au moyen de prix ou de contrats fictifs ou faux;

(b) et d'éventuels ajustements de ce prix pour tenir compte des divers éléments qui, dans la vente considérée, seraient en contradiction avec la conception de la valeur.

Les ajustement visés au paragraphe (b) ci-dessus concernent notamment les frais de transport et les autres frais visés au paragraphe (2) de l'Article I et à la Note 2 de l'Ad. Article I, les escomptes ou autres réductions de prix consentis aux seuls représentants exclusifs ou concessionnaires uniques, les escomptes anormaux ou toute autre réduction sur le prix usuel de concurrence.

Addendum à l'Article III

Note 1.

Les dispositions de l'Article III, paragraphe (b), peuvent également être rendues applicables aux marchandises importées pour être vendues sous une marque de fabrique ou de commerce étrangère après ouvrieron complémentaire.

Note 2.

Les dispositions de l'Article III, paragraphe (b), amendées le cas échéant en conformité de la Note I ci-dessus, pourront être considérées comme ne s'appliquant pas à une marque de fabrique ou de commerce enregistrée dans le pays d'importation à moins qu'il ne s'agisse d'une marque utilisée pour indiquer que les marchandises auxquelles elle se rapporte sont celles:

(a) soit d'une personne quelconque qui les aurait cultivées, produites, fabriquées, sélectionnées, présentées pour la vente ou autrement travaillées, en dehors du pays d'importation;

(b) soit d'une personne associée en affaires avec une autre personne quelconque désignée à l'alinéa (a);

(c) soit d'une personne à laquelle toute autre personne désignée aux alinéas (a) et (b) du présent paragraphe aurait cédé le droit d'utilisation de la marque, tout en conservant la propriété de cette marque.

or not the goods are in fact imported under a contract of sale, and whatever the terms of that contract.

But the application of the Definition implies an enquiry into current prices at the time of valuation. In practice, therefore, when imported goods are the subject of a *bona fide* sale, the price paid or payable on that sale can generally be considered as a valid indication of the normal price mentioned in the Definition. This being so, the price paid or payable can reasonably be used as a basis for valuation, and Customs authorities are recommended to accept this price as the value of the goods in question, subject:

(a) to proper safeguards aimed at preventing evasion of duty by means of fictitious or colourable contracts or prices; and

(b) to such adjustment of the contract price as may be considered necessary on account of circumstances differentiating the contract from the notional concept embodied in the Definition of Value.

Adjustments under paragraph (b) above may in particular be required with reference to freight and other expenses dealt with in paragraph (2) of Article I and Note 2 of the Addendum to Article I, or with reference to discounts or other reductions in price granted in favour of sole agent or sole concessionaries, or to any abnormal discount or any reduction from the ordinary competitive price.

Addendum to Article III

Note 1.

The provisions of Article III (b) may also be applied to goods imported for sale, after further manufacture, under a foreign trade mark.

Note 2.

Sub-paragraph (b) of Article III, or that sub-paragraph amended in accordance with Note 1 above, may be extended so that it shall not apply to a trade mark registered within the country of importation, unless it is a mark used for the purpose of indicating that goods in relation to which it is used are those of:

(a) any person by whom the goods to be valued have been grown, produced, manufactured, selected, offered for sale or otherwise dealt with outside the country of importation; or

(b) a person associated in business with any such person as is referred to in (a) above; or

(c) a person to whom any such person as is referred to in (a) or (b) above has assigned the goodwill of the business in connection with which the trade mark is used.

Addendum général

Il est recommandé que la notion de la valeur, telle qu'elle résulte de la Définition et des présentes Notes interprétatives, soit utilisée pour la détermination de la valeur de toutes les marchandises qui doivent être déclarées en douane, y compris les marchandises exemptes de droits et les marchandises passibles de droits spécifiques.

ANNEXE III

Protocole relatif aux méthodes spéciales de taxation des produits qui figurent au Chapitre 30 et sous la Position 33.06 de la Nomenclature pour la Classification des Marchandises dans les Tarifs Douaniers

Au moment de signer la Convention sur la Valeur en Douane des Marchandises, dénommée ci-après „Convention”, les Gouvernements signataires de cette Convention sont convenus de ce qui suit:

(1) Tout Gouvernement signataire de la Convention qui, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention, à son égard, applique aux produits suivants, importés conditionnés pour la vente au détail:

(a) produits pharmaceutiques rentrant dans le Chapitre 30 de l'Annexe à la Convention sur la Nomenclature pour la Classification des marchandises dans les tarifs douaniers;

(b) produits de parfumerie, de toilette et cosmétiques, rentrant sous la Pos. 33.06 de ladite Annexe;

un système de taxation basé sur les prix de vente au détail en vigueur sur le marché intérieur, au lieu du prix normal tel qu'il est défini dans la Convention, peut continuer à appliquer ce système.

(2) Toutefois, les Gouvernements intéressés reconnaissent qu'il est important de mettre le système de taxation de ces produits en concordance avec les règles d'évaluation fixées par la Convention et y procéderont aussitôt que possible.

(3) Le Présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle la Convention entrera en vigueur.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernement respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre mil neuf cent cinquante (15 décembre 1950) en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et à tous les Gouvernements qui signeront la Convention ou y adhéreront.

General Addendum

It is recommended that the concept of value expressed by the Definition and these Interpretative Notes be employed for the valuing of all goods subject to customs declaration, including duty-free goods and goods liable to specific customs duties.

ANNEX III**Protocol concerning special methods of taxing goods falling within Chapter 30 and Heading 33.06 of the Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs**

At the time of signing the Convention on the Valuation of Goods for Customs Purposes (hereinafter referred to as "the Convention") the Governments signatory to that Convention have agreed as follows:

(1) Any Government signatory to the Convention which, at the time when the Convention comes into force in respect of it, is applying, in respect of the following goods imported put up for retail sale:

(a) pharmaceutical products falling within Chapter 30 of the Annex to the Convention on Nomenclature for the Classification of Goods in Customs Tariffs, or

(b) perfumes, cosmetics and toilet preparations falling within heading 33.06 of that Annex,

a system of taxation based upon the internal retail resale price of the goods, instead of upon the normal price as defined in the Convention, may continue this system.

(2) Nevertheless, the Governments concerned recognise the importance of bringing the system of taxation of these products within the framework of the Convention and will do so as soon as possible.

(3) The present Protocol shall enter into force on the date on which the Convention enters into force.

In witness whereof the undersigned, having been duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol.

Done at Brussels on the fifteenth day of December, nineteen hundred and fifty (December 15th, 1950) in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original, which shall be deposited in the archives of the Government of Belgium which shall transmit certified copies thereof to each signatory Government and to each other Government which signs or accedes to the Convention.

Pour l'Allemagne:
For Germany:

v. MALTZAN

Pour l'Autriche:
For Austria:

Pour la Belgique:
For Belgium:

PAUL VAN ZEELAND

Pour le Danemark:
For Denmark:

BENT FALKENSTJERNE

Pour la France:
For France:

J. DE HAUTECLOCQUE

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
For Great Britain and Northern Ireland:

J. H. LE ROUGETEL

Pour la Grèce:
For Greece:

D. CAPSALIS

Pour l'Irlande:
For Ireland:

Pour l'Islande:
For Iceland:

PÉTUR BENEDIKTSSON

Pour l'Italie:
For Italy:

PASQUALE DIANA

Pour le Luxembourg:
For Luxembourg:

ROBERT ALS

Pour la Norvège:
For Norway:

JOHAN GEORG RAEDER

Pour les Pays-Bas:
For the Netherlands:

G. BEELAERTS VAN BLOKLAND

Pour le Portugal:
For Portugal:

EDUARDO VIEIRA LEITAO

Pour la Suède:
For Sweden:

G. DE REUTERSKIOLD

Pour la Suisse:
For Switzerland:

Pour la Turquie:
For Turkey:

E. BEKRACHTIGING

Overeenkomstig artikel 60, lid 2, van de Grondwet zal de bekrachtiging door Nederland eerst kunnen geschieden, nadat het Verdrag door de Staten-Generaal zal zijn goedgekeurd.

G. INWERKINGTREDING

Het Verdrag zal ingevolge artikel XIV in werking treden drie maanden na te zijn bekrachtigd door ten minste zeven ondertekenende Regeringen.

J. GEGEVENS

Het in artikel I (a) genoemde Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad, ter ondertekening opengesteld te Brussel, 15 December 1950, is afgedrukt in *Tractatenblad* 1951, No. 120.

Het in artikel IX genoemde Verdrag inzake de nomenclatuur voor de indeling van goederen in de douanetarieven, ter ondertekening opengesteld te Brussel, 15 December 1950, is afgedrukt in *Tractatenblad* 1951 No. 122.

Uitgegeven de *tweede* October 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
W. DREES.